

Non à l'OTAN! Sortons le Canada de l'OTAN!

Manifestons contre la visite du secrétaire général de l'OTAN à Ottawa!

- **Le Conseil canadien des affaires réclame plus de dépenses militaires de l'OTAN**
 - **Les exportations canadiennes de matériel et technologies militaires en 2023**
- Nick Lin -
- **Exportations honteuses d'armes aux bellicistes américains/sionistes**
- **Exposition d'armes génocidaires à la BFC Suffield, Alberta**
- Merryn Edwards -
- **Un embargo bilatéral immédiat sur les armes entre le Canada et Israël!**

Le désespoir de l'OTAN toujours plus évident

- **La guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine s'étend sans limites**
- **Les ministres de la Défense de l'OTAN adoptent un plan de soutien à l'Ukraine sans l'approbation de la Hongrie**
 - **La Conférence sur le redressement met l'accent sur la reconstruction de l'Ukraine en tant qu'opportunité d'investissement**

Préparatifs de guerre des États-Unis/OTAN

- **Le plus grand exercice naval des États-Unis et de l'OTAN en mer Baltique**
 - **Les «corridors terrestres» de l'OTAN**
- **Les jeux de guerre «Rim of the Pacific 2024» du 27 juin au 1er août**
- **Exercices de franchissement de rivière à grande échelle entre les États-Unis et la Corée du sud**

Non à l'OTAN! Sortons le Canada de l'OTAN!

Manifestons contre la visite du secrétaire général de l'OTAN à Ottawa!

**DÉMANTELONS L'OTAN !
JENS STOLTENBERG
PERSONA NONGRATA**

LE 19 JUIN, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN, JENS STOLTENBERG, SERA À OTTAWA POUR Y RENCONTRER LE PREMIER MINISTRE JUSTIN TRUDEAU.

IL RECEVRA ÉGALEMENT LE PRIX LOUIS ST. LAURENT* ET PRONONCERA UN DISCOURS SUIVI D'UNE SÉANCE DE QUESTIONS-RÉPONSES À L'ÉDIFICE SIR JOHN A. MACDONALD SUR LA RUE WELLINGTON.

*LOUIS ST-LAURENT EST L'ARCHITECTE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU CANADA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES EN 1946. CONVAINCU QUE LE CANADA DOIT RÉSISTER À L'EXPANSION DU COMMUNISME, IL ENCOURAGEA ET SIGNA EN 1949 L'ADHESION DU PAYS À L'OTAN.

**RASSEMBLEMENT
MERCREDI 19 JUIN 2024 À 15H
AU BUREAU DU PREMIER MINISTRE
80 WELLINGTON, OTTAWA**

PAS UN JEUNE POUR LA GUERRE IMPÉRIALISTE !
JEUNES POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE - YDR.JRD@GMAIL.COM

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens et les Québécois épris de paix à dénoncer la visite au Canada de Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le 19 juin[1].

**NON À
L'OTAN !**

**OUI
À LA
PAIX !**

PAS UN JEUNE POUR LA GUERRE IMPÉRIALISTE !
JEUNES POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE - YDR.JRD@GMAIL.COM

Jens Stoltenberg arrive à Ottawa le 19 juin pour rencontrer le premier ministre Justin Trudeau. Il sera accueilli par une démonstration militante de l'opposition des Canadiens à l'OTAN, à la militarisation du Canada et à sa participation aux guerres et aux préparatifs de guerre des États-Unis et de l'OTAN. Le communiqué de l'OTAN annonce qu'à Ottawa, le secrétaire général de l'OTAN recevra le « prix d'excellence Louis-St-Laurent » et prononcera un discours suivi d'une séance de questions-réponses à l'édifice Sir-John A.-Macdonald, au 144, rue Wellington.

Jens Stoltenberg est un anticommuniste virulent qui prône l'expansion de la guerre par procuration menée par les États-Unis et

l'OTAN contre la Russie et la poursuite des tentatives des États-Unis d'imposer leur hégémonie au monde entier. Cela se fait à un moment où les peuples du monde entier exigent la fin de la guerre

en Ukraine, mais où les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada préconisent l'intervention directe de l'OTAN par des attaques sur le territoire russe. Le gouvernement Trudeau est farouchement favorable au régime nazi en Ukraine et cherche désespérément à légitimer sa politique d'apaisement face au génocide américano-sioniste en Palestine.

La visite du secrétaire général de l'OTAN au Canada et aux États-Unis a sans aucun doute pour but d'essayer de redonner vie à une OTAN en perte de vitesse à la veille de son sommet du 75e anniversaire qui se tiendra à Washington du 9 au 11 juillet. Mais surtout, il s'agit de légitimer l'imposture que l'OTAN est synonyme de paix. L'annonce de la remise du prix d'excellence Louis-St-Laurent à Jens Stoltenberg lors de sa visite témoigne de l'ampleur de la supercherie à laquelle le gouvernement canadien tente de se livrer.

Le prix d'excellence Louis-St-Laurent est la plus haute distinction décernée à un membre de l'Association du Barreau canadien (ABC) « afin de reconnaître les services exceptionnels qu'il a rendus et les réalisations professionnelles qu'il a menées tout au long de sa carrière pour le bien de la profession juridique, de l'ABC et de la société en général »[2].

Selon l'ABC, « la portée et l'ampleur de ces réalisations sont des facteurs importants dans l'attribution de cette distinction, tout comme la contribution aux objectifs de l'ABC ». Le prix a été nommé en honneur de Louis St-Laurent, ancien premier ministre du Canada et ancien président de l'ABC.

M. Stoltenberg n'est manifestement pas membre de l'ABC. Nous doutons d'ailleurs fortement que les membres de l'ABC aient été consultés au sujet de ce prix, puisque la procédure de nomination ne les concerne pas. Alors pourquoi reçoit-il ce prix ? Pour répondre à cette question, nous devons nous pencher sur le rôle joué par Louis St-Laurent après la Deuxième Guerre mondiale en tant qu'architecte de la politique étrangère du Canada pendant la guerre froide.

En septembre 1946, Louis St-Laurent est devenu secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il occupe ce poste jusqu'à ce que, deux ans plus tard, il devienne chef du Parti libéral et premier ministre, succédant ainsi à William Lyon Mackenzie King, premier ministre du temps de guerre, partisan d'Hitler, qui prend sa retraite en 1948. St-Laurent est premier ministre de 1948 à 1957. C'est sous son égide que le Canada est devenu un membre fondateur de l'OTAN le 30 avril 1949, lorsque St-Laurent a signé l'instrument d'accession du Canada.

Le Canada est louangé pour sa contribution à l'article 2 de l'OTAN qui engage les membres à maintenir un système politique « libre » et à promouvoir la coopération économique. Pour dissimuler le fait que l'OTAN est un pacte militaire agressif poursuivant les desseins hégémoniques des impérialistes anglo-américains, il est mentionné dans l'une des « rétrospectives » de l'OTAN qui fait l'éloge du rôle du Canada : « Dès le départ, le Canada a insisté sur le fait que l'OTAN devait être plus qu'une simple alliance militaire : elle devait aussi promouvoir l'instauration de liens politiques, économiques et culturels entre les Alliés. Membre fondateur de l'OTAN, le Canada a pleinement participé aux activités de l'Organisation dès la signature du Traité de l'Atlantique Nord, notamment en maintenant des



troupes en Europe durant la Guerre froide. Enfin, le Canada a oeuvré à élargir la définition de la sécurité au sein de l'OTAN, en insistant sur la nécessité de mettre davantage l'accent sur les aspects civils de la sécurité tout en contribuant par ailleurs aux capacités militaires de l'Alliance. »

Tout cela pour perpétuer l'idéologie de la guerre froide aujourd'hui, selon laquelle la paix, la liberté et la démocratie sont garanties par le maintien du monopole de l'usage de la force, ce que les peuples du monde rejettent comme une seule humanité.

***Tous contre la visite du secrétaire général de l'OTAN au Canada !
Sortons le Canada de l'OTAN ! Démantelez l'OTAN !***

Notes

1. À Washington, le 17 juin, Jens Stoltenberg rencontrera le président Biden. Il est également prévu qu'il prononce un discours suivi d'une séance de questions-réponses à l'auditorium du Wilson Center. Le 18 juin, il doit rencontrer le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et des membres de la commission des affaires étrangères du Sénat. Un communiqué de presse de l'OTAN indique qu'il s'entretiendra également avec des sénateurs américains, dont le chef de la minorité au Sénat, Mitch McConnell, et des membres du « Groupe d'observateurs de l'OTAN au Sénat (SNOG) ». Le 20 juin, après sa visite inopportune au Canada, M. Stoltenberg doit rencontrer le conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis, Jake Sullivan, ainsi que les membres du Congrès Mike Turner et Gerry Connolly.

2. Processus de mise en candidature pour le prix d'excellence Louis-St-Laurent

Les candidatures peuvent être proposées par des individus membres de l'un des groupes suivants : présidents et présidentes de sections nationales de l'ABC, présidents et présidentes de divisions de l'ABC, présidents et présidentes de comités et de sous-comités nationaux de l'ABC et membres du Conseil d'administration de l'ABC.

Les propositions de candidatures doivent être accompagnées d'au moins une lettre d'appui d'un membre actif de l'ABC, et d'un maximum de trois.

Chaque candidature doit comprendre le curriculum vitae du candidat ou de la candidate et une demande de mise en candidature.

Admissibilité

Les candidats et candidates doivent être des membres en règle de l'ABC au moment du dépôt de la candidature.

Les membres actuels du Conseil d'administration et du Comité de gouvernance et d'égalité ne sont pas admissibles au prix.

Les groupes ne sont pas reconnus à titre de candidats.

Processus de sélection

Les demandes sont examinées par le Comité de sélection des prix de l'ABC et sa recommandation est soumise au Comité de gouvernance et d'égalité.

Date butoir

La date limite pour la présentation de candidatures est le 19 février 2024 à 20 h (HNE).

Prix

Le lauréat ou la lauréate recevra un médaillon en bronze gravé. La conception du médaillon en bronze a été inspirée par la statue, faite dans le même métal, du très honorable Louis St-Laurent, installée devant le bâtiment de la Cour suprême du Canada à Ottawa.

Pour la liste des lauréats passés, [cliquez ici](#).



Le Conseil canadien des affaires réclame plus de dépenses militaires de l'OTAN

Le 12 juin, le président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires (CCA), Goldy Hyder, a envoyé une lettre au premier ministre du Canada concernant les dépenses militaires du Canada et le Sommet de l'OTAN de 2024 qui se tiendra à Washington du 9 au 11 juillet 2024. Dans cette lettre, il demande que l'augmentation des dépenses militaires soit compensée par des compressions dans d'autres secteurs des dépenses gouvernementales. Le CCA se décrit comme une organisation « composée d'entrepreneurs et de chefs d'entreprise des 170 sociétés les plus importantes au Canada, lesquelles oeuvrent dans tous les secteurs et toutes les régions du pays. Nous sommes unis par un engagement profond envers le Canada et le désir de voir notre pays atteindre son plein potentiel. »

La lettre exprime l'inquiétude du CCA quant au manque d'engagement du gouvernement à augmenter les dépenses militaires pour répondre aux exigences de l'OTAN. Selon le rapport, la plus récente mise à jour des dépenses de défense du gouvernement libéral comporte deux lacunes majeures. Premièrement, il n'y a pas de plan précis pour atteindre l'objectif de dépenses militaires équivalant à 2 % du produit intérieur brut du Canada. Le CCA demande que la cible soit 2029-2030. Deuxièmement, dans ses plans de dépenses militaires actuels, le gouvernement n'a pas indiqué « que les nouveaux investissements dans la défense seront compensés par une révision stratégique des programmes qui réaffecte des fonds provenant d'autres secteurs du gouvernement ».

La lettre pose la question rhétorique suivante : « Vous vous demandez peut-être pourquoi une organisation composée des dirigeants des plus grandes entreprises du Canada prendrait position sur les dépenses de défense. » La première raison est que « nous sommes de fiers citoyens qui estiment que notre pays doit avoir la capacité souveraine de protéger les Canadiens dans un monde beaucoup plus turbulent, marqué par l'augmentation des tensions géopolitiques ». La deuxième raison est « que, comme tous les Canadiens, nous croyons que notre pays doit tenir sa parole une fois qu'il l'a donnée. Notre position sur la scène internationale est compromise lorsque nous nous dérobons à nos responsabilités et ne partageons pas les fardeaux liés au maintien de l'ordre mondial ouvert et libre, qui a apporté aux Canadiens un niveau de sécurité et de prospérité sans précédent. »

Confirmant encore une fois que le Canada suit les fauteurs de guerre américains au pas, la lettre poursuit : « Soyons clairs : le monde nous observe. Le mois dernier, vous avez reçu une lettre de 23 sénateurs américains, démocrates et républicains, qui reprochaient aux Canadiens leur insuffisance en matière de dépenses de défense. En réalité, les chefs d'entreprise canadiens reçoivent des appels et des questions semblables lorsqu'ils voyagent à l'étranger et visitent les capitales de nos principaux alliés. »

Le gouvernement affirme souvent qu'il compense le fait que tous les membres de l'OTAN ne consacrent pas au moins 2 % de leur PIB à l'OTAN en soutenant l'OTAN de toutes sortes d'autres manières, mais les grands intérêts commerciaux du Canada font pression en faveur d'une augmentation des dépenses pour l'OTAN, quoi qu'il arrive. La lettre laisse entendre que parmi les membres de l'OTAN, « on craint de plus en plus que le Canada – l'un des 12 membres fondateurs – ne soit pointé du doigt lors de ce sommet comme étant le seul membre de l'alliance de 32 pays à ne pas s'être engagé à investir au moins deux pour cent de son PIB dans la défense d'ici à la fin de la décennie ». Elle menace : « Les conséquences de cet isolement diplomatique, en matière de sécurité et de partenariats économiques, auront de vastes répercussions pour tous les Canadiens. »

Les Canadiens doivent intensifier leur opposition à la militarisation tous azimuts de l'ensemble de la vie que promeut le Conseil canadien des affaires. La façon de défendre la sécurité du Canada est un sujet de discussion important. Un bon point de départ est de s'opposer à l'OTAN et à l'adhésion du Canada à l'OTAN et d'exiger le démantèlement de l'OTAN. À l'heure actuelle, les cercles dirigeants déploient tous les efforts possibles pour imposer l'usage de la force comme seul moyen de résoudre les problèmes dans le monde. L'OTAN est une alliance militaire agressive qui exerce également son diktat politique sur les gouvernements des États membres. Comme le dit le Conseil des affaires, « les nouveaux investissements dans la défense seront compensés par une révision stratégique des programmes qui réaffecte des fonds provenant d'autres secteurs du gouvernement ». Les Canadiens ne soutiennent pas les dépenses liées à l'agression et à la guerre, ni l'offensive antisociale qui réduit les dépenses sociales en faveur de l'industrie de l'armement et de l'accroissement de la richesse d'intérêts privés étroits.

La lettre conclut : « Nous vivons une époque de plus en plus périlleuse et incertaine. Il est essentiel que les Canadiens collaborent avec nos alliés de l'OTAN pour défendre nos frontières, nos intérêts et nos valeurs. Si, en tant que pays, nous n'investissons pas ce montant repère dans la défense, comme l'ont promis les gouvernements canadiens successifs, dont le vôtre, nous mettrons en péril des vies et des moyens de subsistance. »



Les exportations canadiennes de matériel et technologies militaires en 2023

- Nick Lin -



Edmonton, 8 juin 2024

L'adhésion du Canada à l'OTAN est utilisée pour promouvoir des dépenses militaires de plus en plus importantes et une intégration accrue du Canada dans la machine de guerre et l'économie de guerre des États-Unis, au nom de la paix, de la sécurité et d'autres prétentions non fondées. Néanmoins, le rôle du Canada dans la fabrication et l'exportation d'armes dans le monde entier est un sujet de grave préoccupation pour les travailleurs du Canada et du Québec, qui ne veulent pas que leur capacité de production soit utilisée dans des guerres de destruction et pour tuer les travailleurs et les peuples qui luttent pour leur droit à l'existence, pour détruire l'environnement

social et naturel ou pour profiter à ceux qui cherchent à s'enrichir en tuant et en détruisant sans raison.

Selon les dernières informations disponibles du gouvernement canadien, en 2023 le Canada a exporté pour plus de 4 milliards de dollars de matériel et de technologies militaires, dont au moins la moitié vers les États-Unis. Outre les États-Unis, le Canada a délivré un total de 2 353 licences d'exportation vers 97 pays. Sur ce total, 1 987 licences ont été utilisées par 78 pays. De loin, le plus grand nombre de licences a été utilisé par Israël, soit 348. Les quatre pays suivants sont le Royaume-Uni (305), l'Allemagne (210), la France (110) et l'Australie (94). En valeur, les cinq principaux bénéficiaires des exportations militaires canadiennes, outre les États-Unis, sont l'Arabie saoudite (904 557 860,32 \$), l'Ukraine (416 742 800,09 \$), l'Allemagne (111 190 177,50 \$), le Royaume-Uni (106 943 589,16 \$) et le Qatar (73 075 125,33 \$).

Ces informations proviennent d'Affaires mondiales Canada qui a récemment publié son *Rapport sur les exportations de matériel militaire du Canada pour 2023*. Le rapport « est déposé chaque année devant le Parlement du Canada afin de favoriser la transparence au sujet des exportations canadiennes d'articles militaires ». Il fournit des données sur les exportations de marchandises et de technologies militaires (y compris les pièces et les composants) en provenance du Canada au cours d'une année civile donnée.

Une fois de plus, le gouvernement du Canada fait cette utilisation frauduleuse du mot transparence. Il est couramment utilisé par les milieux officiels pour détourner l'attention de l'essentiel. Dans le cas des exportations d'armes, la définition de la transparence du gouvernement ne s'applique qu'aux biens nécessitant une licence d'exportation, alors que les exportations d'armes vers les États-Unis, par exemple, se font dans un cadre différent et que ces chiffres ne sont pas fournis dans le rapport.

La Corporation commerciale canadienne (CCC), autrefois connue sous le nom de War Supplies Ltd, a notamment pour objectif d'aider les fabricants d'armes canadiens à vendre leurs produits aux États-Unis. Elle indique sur son site web que le département américain de la Défense « compte sur les exportations canadiennes pour un vaste éventail de biens et de services militaires – allant des technologies et du transport à la fabrication et à la recherche et développement – pour un montant de plus de 2 milliards de dollars par année. Parmi les solutions les plus recherchées figurent les technologies de recherche, de détection, de navigation et de guidage (506 millions de dollars), les pièces d'aéronefs et la fabrication de produits auxiliaires (263 millions de dollars), la fabrication d'aéronefs (61 millions de dollars) et les munitions et la fabrication d'armes légères (60 millions de dollars). »

La CCC explique le rôle du Canada dans l'approvisionnement de la machine de guerre américaine : « En tant que plus grand dépensier militaire du monde, le département de la défense des États-Unis (U.S. DoD) est sur le radar des entreprises de défense du monde entier. Grâce à l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) et au Defence Federal Acquisition Regulation Supplement (DFARS), les entreprises canadiennes jouissent d'une relation unique avec le marché



du DoD américain qui leur permet de rivaliser sur un pied d'égalité avec les entreprises américaines. [...]

« L'APPD considère les entreprises canadiennes comme essentielles à la base industrielle de l'Amérique du Nord et met leurs offres sur un pied d'égalité avec celles des entreprises américaines. Bien qu'elle permette au département de la défense des États-Unis d'acheter auprès d'entreprises canadiennes, les lois et règlements qui régissent les achats sont détaillés dans un autre document appelé Defense Federal Acquisition Regulation Supplement (DFARS).

« Les règlements d'approvisionnement du DoD des États-Unis contribuent également à l'avantage du Canada en ce qui concerne l'accès au plus grand marché de la défense au monde. Le Defense Federal Acquisition Regulation Supplement (DFARS) aide les spécialistes des achats du DoD américain à comprendre comment ils doivent traiter les soumissions canadiennes et comment ils doivent passer des contrats avec les fournisseurs canadiens. »



Ce système distinct pour l'exportation de biens et de technologies militaires vers les États-Unis – le plus grand fournisseur d'armes et bailleur de fonds militaire d'Israël – réfute encore la prétention du Canada d'avoir mis un terme aux livraisons d'armes à Israël. Les avions de combat Lockheed Martin F-35, qui bombardent Gaza sans relâche, en sont un bon exemple : ils comportent de nombreux composants fabriqués au Canada.

Cela montre que le système de contrôle des exportations mis en oeuvre par Affaires mondiales Canada est façonné sur la notion de pays considérés comme hostiles et ceux considérés comme alliés selon les objectifs hégémoniques des

États-Unis et de l'OTAN et sur la promotion du Canada en tant que soi-disant défenseur des droits humains. C'est évident quand on regarde quels pays sont soumis à des contrôles d'exportation ou sont carrément interdits pour l'exportation de matériel ou de technologies militaires canadiens. Par exemple, le niveau élevé des exportations vers l'Arabie saoudite en 2023 implique directement le Canada dans la guerre saoudienne contre le Yémen, soutenue par les États-Unis. De même, l'ampleur du soutien militaire du Canada à l'Israël sioniste est présentée comme une affaire purement commerciale, tandis que l'importante quantité de fonds publics envoyés à l'Ukraine est le plus souvent présentée comme une aide humanitaire. Depuis février 2022, en plus des 4 milliards de dollars d'aide militaire, le Canada a fait don à l'Ukraine de chars de combat Leopard 2, d'armes antichars, d'obusiers M777, de munitions d'artillerie, de vêtements d'hiver, etc.

Le ministère de la Défense nationale a publié un communiqué de presse le 12 juin annonçant que « des 50 nouveaux véhicules blindés de soutien au combat (VBSC) construits par des travailleurs canadiens que l'on donnera à l'Ukraine, les quatre premiers seront acheminés en Europe, où des membres des Forces armées ukrainiennes (FAU) recevront un entraînement sur leur utilisation cet été. De ces véhicules, les dix premiers seront des VBSC de type ambulance ». Le ministre de la Défense, Bill Blair, et Peter Fragiskatos, député de London North Centre, se sont rendus chez General Dynamics Land Systems-Canada « pour voir le premier lot de véhicules sur le point d'être envoyés, ainsi que pour remercier les travailleurs qui les ont construits ». Les véhicules « seront transportés depuis London, en Ontario, en vue de leur envoi en Europe ». Le sous-entendu que les travailleurs de London soutiennent les guerres de destruction et les massacres gratuits parce qu'ils construisent ces véhicules est un coup bas, car les Canadiens n'ont pas leur mot à dire sur ces questions.

Le Canada investit 650 millions de dollars sur trois ans pour fournir à l'Ukraine ces véhicules blindés d'appui au combat. « Ces véhicules blindés de pointe rempliront diverses fonctions sur le champ de bataille, entre autres, assurer le transport de troupes, offrir des lieux sûrs aux fins du commandement et du contrôle, ainsi que permettre des évacuations sanitaires. Ces VBSC, aussi exploités par l'Armée canadienne, offrent une grande maniabilité et une protection élevée à leurs équipages et à leurs charges utiles », précise le ministère de la Défense. « Les VBSC de type ambulance sont équipés de fournitures médicales et leur aménagement intérieur permettra le traitement d'une vaste gamme de blessures. »

Après avoir indiqué que « des membres des Forces armées ukrainiennes (FAU) recevront un entraînement sur leur exploitation cet été », le ministère de la Défense précise que ces 10 premiers véhicules « seront livrés à l'Ukraine d'ici l'automne, et permettront aux FAU de procéder à l'évacuation sécuritaire du personnel blessé des zones de combat ». En l'absence d'honnêteté sur ce que fait le Canada en Ukraine ou sur son soutien à Israël et son adhésion à l'OTAN, il est absurde de prétendre que le rapport d'Affaires mondiales Canada sur l'exportation d'armes est transparent. Cela ne lui apporte aucune crédibilité.

Le rapport trahit la vision des cercles dirigeants, à savoir que l'intégration de l'économie et de la politique étrangère du Canada dans la machine de guerre américaine est une réalité sur laquelle les Canadiens et les Québécois n'ont pas leur mot à dire, et c'est pourquoi les gens épris de paix partout au Canada saisissent toutes les occasions pour s'opposer aux expositions et aux ventes d'armes qui ont lieu dans le cadre de la militarisation de la vie dans ce pays.



Exportations honteuses d'armes aux bellicistes américains/sionistes



Manifestation lors du salon de l'armement CANSEC 2024, 29 mai 2024

Selon Affaires mondiales Canada, « les entreprises canadiennes ont exporté des biens militaires d'une valeur record de 30,6 millions de dollars vers Israël en 2023 ». Le compte public annuel d'Affaires mondiales Canada permet de suivre les exportations de marchandises et de technologies militaires vers des pays étrangers, à l'exclusion des États-Unis. Le rapport poursuit : « Les

exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires vers Israël en 2023 ont été les plus élevées jamais enregistrées, dépassant de 6,6 % le précédent record de 28,7 millions de dollars en 1987 (ajusté en fonction de l'inflation). Au cours des 10 dernières années seulement, les exportations annuelles canadiennes de marchandises et de technologies militaires vers Israël ont plus que sextuplé par rapport aux 4,8 millions de dollars de 2013. »

Le gouvernement canadien tente de camoufler ses relations avec le régime par procuration des États-Unis et du sionisme qui commet un génocide contre le peuple palestinien en disant que seules des licences pour articles non létaux ont été délivrées depuis le début de la dernière campagne de génocide américano-sioniste qui a commencé en octobre dernier. La plupart des experts s'accordent à dire que le terme « non légal » n'a aucune signification juridique et pourrait faire référence à des composants de matériel militaire mortel.

De plus, les exportations militaires du Canada sont destinées indirectement au régime sioniste par l'intermédiaire de la production militaire américaine et européenne, y compris le matériel nécessaire à la production des avions de chasse furtifs et des bombes F-35 de Lockheed Martin. Ces avions de guerre de destruction massive sont le principal vecteur des bombes qui tuent et mutilent les Palestiniens, dont des milliers d'enfants. *Wings Magazine* a souligné en janvier 2020 que « les contributions canadiennes à la fabrication du F-35 sont nombreuses.



Plus de 20 entreprises canadiennes fournissent des éléments clés du Lightning II, mais le nombre d'entreprises canadiennes qui contribuent au F-35 est beaucoup plus élevé. Par exemple, Magellan Aerospace fournit des pièces pour l'empennage horizontal et d'autres pièces pour la baie d'armement. L'expertise canadienne dans les pièces composites, les mécanismes de verrouillage, l'éclairage, les circuits imprimés, les aides à la navigation, les capacités de guerre électronique et les systèmes de surveillance de l'état des moteurs contribue aux capacités croissantes du F-35. »

Début de juin, les militaristes américains ont annoncé un accord d'achat de 3 milliards de dollars avec Lockheed Martin pour fournir à l'armée sioniste un troisième escadron de 25 chasseurs F-35. Cet achat est entièrement financé par l'aide militaire américaine à son avant-poste sioniste en Palestine occupée.

Avec une hypocrisie flagrante, Affaires mondiales Canada, affirme : « Aucune licence [pour les exportations militaires] n'a été délivrée depuis le 8 janvier 2024. » En fait, le gouvernement fédéral

n'a pas émis d'avis officiel sur la suspension des autorisations de nouvelles licences, même si les libéraux avaient promis de le faire à la suite d'un vote non contraignant à la Chambre le 19 mars. De plus, toute pause, réelle ou non, ne s'applique pas aux licences autorisées avant le 8 janvier. Le gouvernement Trudeau a autorisé de nouvelles licences pour des exportations militaires vers le régime américano-sioniste d'une valeur de 28,5 millions de dollars, au cours du dernier trimestre de 2023. Ces licences d'exportation comprennent un large éventail de biens militaires.

Affaires mondiales Canada affirme que le régime américano-sioniste demeure sur la Liste des pays désignés (armes automatiques) qui, contrairement à ce que son titre laisse entendre, « permet aux résidents canadiens de demander des permis pour exporter des armes à feu, des armes et des dispositifs prohibés vers cette destination ». Le gouvernement n'a refusé aucune catégorie d'exportations vers le régime sioniste, même si Affaires mondiales Canada affirme que « le ministre des Affaires étrangères du Canada doit refuser les demandes de licences d'exportation et de courtage portant sur des marchandises et des technologies militaires s'il existe un risque sérieux que les articles portent atteinte à la paix et à la sécurité, ou soient utilisés pour commettre ou faciliter des violations graves du droit international humanitaire et des droits de la personne, ainsi que des actes constituant une infraction au regard des conventions internationales relatives au terrorisme ou au crime organisé, ou des actes graves de violence fondée sur le sexe ou de violence contre les femmes et les enfants ».

Le régime américano-sioniste tue quotidiennement, impudemment et sans honte, des centaines d'enfants, de femmes et d'autres civils palestiniens, comme on peut le voir à la télévision et sur les réseaux sociaux. Le régime meurtrier fait actuellement l'objet d'une enquête officielle et d'un procès devant la Cour internationale de justice des Nations unies pour sa campagne génocidaire à Gaza en violation de la *Convention sur le génocide* de 1948. Les experts de l'ONU affirment que la poursuite des exportations d'armes vers le régime sioniste appelé Israël « y compris les licences d'exportation et l'aide militaire [...] violent probablement le droit humanitaire international ». Les exportations lieront n'importe quel pays au crime de génocide. La déclaration des Nations unies désigne expressément le Canada comme l'un des nombreux pays qui continuent d'exporter des biens militaires au régime sioniste.

Il est à noter qu'Affaires mondiales Canada ne divulgue pas la nature ni la quantité des exportations canadiennes de matériel militaire vers les États-Unis, qui finissent par commettre des crimes de guerre contre l'humanité dans toute l'Asie occidentale, y compris la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Irak et le Yémen. Le projet Ploughshares estime que la valeur totale des exportations militaires annuelles vers les États-Unis s'élève à plus de 1 milliard de dollars et qu'elle ne cesse de croître à mesure que le Canada s'enracine dans l'économie de guerre des États-Unis. Le projet Ploughshares prévient explicitement que certains composants fabriqués au Canada, y compris ceux que l'on trouve dans les avions de chasse F-35, sont d'abord expédiés aux États-Unis, puis finalement fournis au régime d'occupation sioniste en Palestine. Les Canadiens sont solidaires des Palestiniens et du monde entier contre le génocide et pour une Palestine libre !



***Arrêtez d'armer les tueurs d'enfants !
Brisons tout contact avec le régime de génocide américano-sioniste !
Faisons du Canada une zone de paix !
Libérons-nous des militaristes américains !***



Exposition d'armes génocidaires à la BFC Suffield, Alberta

- Merryn Edwards -

Des entreprises d'armement israéliennes sont présentées lors d'une exposition d'armes du ministère de la Défense nationale (MDN) qui s'est ouverte le 27 mai et se poursuivra jusqu'au 21 juin à la base des Forces canadiennes de Suffield, dans le sud de l'Alberta. La BFC Suffield accueille une démonstration d'armes israéliennes fabriquées par des entreprises qui vendent des armes utilisées par les forces d'occupation israéliennes contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Il est honteux et impardonnable que le Canada accueille cette démonstration d'armes israéliennes alors même que la Cour internationale de justice a rendu son arrêt exigeant qu'Israël cesse immédiatement ses opérations militaires à Rafah.

Le site web du ministère qui fait la promotion de l'événement vise à attirer des invités prêts à essayer des prototypes de drones sur des systèmes anti-drones fabriqués par 15 entreprises du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et d'Israël. Ces entreprises, qualifiées d'« innovatrices » par le ministère, vendent des systèmes anti-drones équipés pour détecter et/ou détruire les armes des drones aériens sans équipage. La liste comprend la société israélienne Twenty20Insight Inc. qui présentera le système Smash Hopper, et la collaboration américano-israélienne Sentrycs avec son système Counter Uncrewed Aerial Systems[1].



Les participants aux essais d'armes se voient promettre « jusqu'à cinq jours d'utilisation personnelle gratuite à temps plein de notre champ de tir d'essai CUAS entièrement équipé, y compris des cibles ». Le ministère de la Défense appelle les « innovateurs » à « être à la hauteur pour battre les drones de l'équipe rouge », en compétition pour « des prix en argent » pour avoir « changé la donne dans l'environnement protégé ». Présenter cet événement où des marchands de mort se réunissent pour compétitionner voir qui a les meilleurs « jouets » comme un rassemblement jovial de jeux vidéo montre les profondeurs de la dépravation et de l'impudeur auxquelles le Canada et ses militaires sont descendus.

Sindhu Sundarakumar, invitée à l'événement Sandbox 2022 du ministère de la Défense du Canada, apparaît dans une vidéo promotionnelle sur le site. Elle explique que l'emplacement de la BFC Suffield, dans le sud de l'Alberta, avec son ciel dégagé et ses lignes de vue à 360 degrés, est idéal pour ce type d'essais.

Tout en « jouant » avec des armes et en écoutant des arguments de vente, les participants peuvent également discuter avec des « experts en la matière » issus de différentes branches de l'armée canadienne et de la GRC, ainsi que de la direction du soutien technique à la guerre irrégulière du département de la Défense des États-Unis.

Le site web The Maple décrit l'utilisation réelle en Palestine d'armes testées au Canada :

« Le 'Smash Hopper' est un système d'armement télécommandé développé et fabriqué par la société d'armement israélienne 'Smart Shooter', dont la technologie est déployée par l'armée israélienne dans les fortifications utilisées pour réprimer la dissidence palestinienne en Cisjordanie occupée, ainsi que dans le matériel militaire actuellement utilisé dans l'assaut israélien contre Gaza.[...]

« En décembre dernier, Michal Mor, PDG de Smart Shooter et ancienne employée du fabricant de missiles israélien RAFAEL, s'est vantée que les produits de son entreprise, qui comprennent des optiques de fusil de haute technologie ainsi que des tourelles télécommandées, étaient utilisés par l'armée israélienne à Gaza à la fois dans des combats face à face et pour éliminer des drones[2]. »

Le site du ministère parle de capacités « anti-drones », mais le Smash Hopper est en fait conçu pour attaquer également des « cibles terrestres » telles que des « individus hostiles à pied et des véhicules en mouvement », c'est-à-dire des hommes, des femmes et des enfants palestiniens. L'armée israélienne affirme que la technologie des optiques de fusil de Smart Shooter quadruple les chances de ses soldats d'atteindre leurs cibles à Gaza[3].

La stratégie de commercialisation des produits de Smart Shooter qui souligne que ces armes ont été testées sur des Palestiniens au cours de la dernière guerre est une pratique typique des entreprises d'armement israéliennes. Par exemple, Elbit Systems a fait la publicité vantant le « principal avantage » d'une nouvelle bombe de mortier de 120 mm guidée avec précision, appelée Iron Sting, utilisée à Gaza, à savoir sa « létalité et sa précision élevées »[4]. L'Iron Sting est présentée comme l'une des armes qui « aide les troupes de Tsahal à éliminer les ennemis avec précision »[5].



Les prétentions de frappes « de précision » sont des déclarations claires de l'intention génocidaire qui se voit dans l'assassinat ciblé des médecins de Gaza et d'autres travailleurs de la santé, d'éminents universitaires, historiens, scientifiques, écrivains, poètes, artistes, travailleurs humanitaires, journalistes et de leurs familles, et le massacre de plus de 37 300 Palestiniens à Gaza, en plus 11 000 personnes disparues et plus de 85 000 blessées.

Sentrycs est une autre entreprise israélienne qui participe à l'événement « Environnement protégé ». Elle propose une « solution autonome

et intégrée de lutte contre les drones qui assure la détection, le suivi, l'identification et l'atténuation des effets ».

Malgré les déclarations extravagantes sur l'avantage écrasant de ces armes de haute technologie, la résistance a trouvé des moyens d'utiliser des drones d'attaque de fabrication artisanale pour déjouer les systèmes de défense de haute technologie d'Israël. Par exemple, la barrière frontalière de Gaza a été jugée « impénétrable ».

Cet événement est une démonstration dégoûtante de l'enthousiasme du gouvernement canadien à s'intégrer pleinement au projet de guerre américano-israélien en particulier, ainsi qu'à la machine de guerre et à l'économie américaines dans leur ensemble. Philippe Hebert, directeur général de l'innovation en recherche et développement pour Défense nationale, apparaît également dans la vidéo promotionnelle, où il espère que l'événement permettra aux participants de connaître « notre rôle en termes de soutien à l'innovation pour les Forces armées canadiennes en tant qu'établissement de recherche et de développement ».

Les Canadiens disent *Non !* aux Forces armées canadiennes qui vendent des armes utilisées pour commettre des crimes contre l'humanité !

Notes

1. « L'Environnement protégé des systèmes de défense contre les systèmes aéronefs sans pilote 2024 », ministère de la Défense nationale

2. « Canada to Host Tests of Israeli Arms Tech Used on Palestinians », Alex Cosh, The Maple, 23 avril 2024

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. « The IDF's Most Precise GPS-Powered Mortar : The Iron Sting », X, 17 mars 2024

(Avec des informations de *AlbertaPolitics.ca*, *Al Jazeera*, *AP News*, *France 24*, *DND*)



Un embargo bilatéral immédiat sur les armes entre le Canada et Israël!



La Chambre des communes a voté le 18 mars de « cesser l'approbation et le transfert d'autres exportations d'armes à destination d'Israël pour veiller au respect du régime d'exportation des armes du Canada ».

Bien que la motion donne l'impression que le Canada interdit les exportations d'armes, ce n'est pas le cas. La ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a déclaré après le vote que les approbations totalisant une somme record de 28,5 millions de dollars entre octobre et décembre 2023 se poursuivraient malgré le vote. En outre, il existe manifestement des lacunes dans la vente de composants classés comme « non létaux », mais qui sont en fait utilisés dans des armes létales.

Les Canadiens exigent un embargo immédiat sur les armes, un embargo bilatéral clair dans lequel le Canada n'autorise pas la vente d'armes ou de composants à Israël, ni l'achat d'armes auprès d'entreprises israéliennes, qui fournissent toutes les armes nécessaires au génocide israélien.



Accueillir une vente d'armes « testées au combat » sur le peuple palestinien constitue un soutien actif au génocide et les responsables doivent être amenés à rendre des comptes. L'appel à un embargo bilatéral sur les armes met également en évidence la nécessité de mettre fin à l'intégration du Canada dans la machine de guerre et l'économie américaines, car les armes et les composants canadiens continuent à être acheminés vers Israël via les États-Unis et à être utilisés contre les peuples du monde dans les guerres d'agression et de vengeance menées par les États-Unis.

Un embargo transparent et bilatéral sur les armes est une mesure importante et urgente que les gens de conscience réclament. La disposition répréhensible d'un « environnement protégé » sur le territoire canadien pour les pourvoyeurs de génocide ne doit pas passer ! L'arrêt de la vente de toutes les armes utilisées pour attaquer les peuples du monde et réprimer les luttes des peuples pour leur indépendance et leur souveraineté est une partie importante du travail pour faire du Canada une zone de paix !

(Avec des informations de AlbertaPolitics.ca, Al Jazeera, AP News, France 24, DND)



Le désespoir de l'OTAN toujours plus évident

La guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine s'étend sans limites



Le 5 juin, pour la première fois dans la guerre par procuration des États-Unis/OTAN, l'Ukraine a utilisé des missiles de croisière à longue portée fournis par les États-Unis pour attaquer directement la Russie, après avoir reçu le feu vert des États-Unis à la mi-mai.

Ce changement prononcé dans l'approche de l'alliance de guerre vis-à-vis de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine a été officialisé lors de la réunion de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenue les 30 et 31

mai à Prague, en République tchèque. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, y a appelé les alliés à lever les restrictions sur l'utilisation d'armes fournies par l'Occident contre des cibles en Russie.



Avant la réunion, des responsables américains ont informé l'Associated Press que la décision de lever ces restrictions avait été prise le 15 mai, sans que l'administration Biden ne fasse de déclaration publique sur ce changement de politique. Entre-temps, les responsables ont même continué de nier publiquement la décision d'étendre les attaques militaires de leur intermédiaire ukrainien à la Russie. Dans une déclaration officielle le 31 mai, l'administration Biden affirmait que « notre position d'interdire l'utilisation d'ATACMS ou les frappes en profondeur à l'intérieur de la Russie n'a pas changé » et que le changement d'autorisation se limite à la défense de Kharkiv.

Plusieurs autres pays de l'OTAN ont également fourni à l'Ukraine des missiles de croisière à longue portée et selon le *New York Times* « la Grande-Bretagne a autorisé il y a quelques semaines l'Ukraine à utiliser ses systèmes de missiles à longue portée Storm Shadow pour des attaques n'importe où en Russie, et la France et l'Allemagne ont récemment adopté la même position ». France 24 a rapporté le 24 mai que le président français Emmanuel Macron a déclaré que l'Ukraine devrait être autorisée à « neutraliser » les bases militaires situées sur le territoire russe d'où sont lancés des missiles en Ukraine. Bien que le Canada ne dispose pas de telles armes, le 29 mai il a autorisé l'utilisation du matériel qu'il fournit à l'Ukraine contre la Russie.

Jusqu'à présent, les pays de l'OTAN s'étaient efforcés de nier toute implication directe dans le conflit, pour pouvoir dire qu'ils ne cherchent pas à aggraver une situation déjà dangereuse et pour donner de la crédibilité à de prétendues initiatives de paix qui ne s'attaquaient pas au cœur du problème.

Outre l'appel à utiliser toutes les armes fournies par l'OTAN pour attaquer la Russie, la réunion de Prague avait également pour but de planifier l'ordre du jour du sommet de l'OTAN qui se tiendra à Washington en juillet. L'intensification de la fourniture d'armes et le financement de la guerre par procuration contre la Russie constituaient les principaux points à l'ordre du jour. Le secrétaire général Stoltenberg a souligné que « la quasi-totalité de l'aide militaire fournie à l'Ukraine (99 %) provient des pays de l'Alliance » et qu'il était par conséquent logique « que l'OTAN joue un rôle plus important » à cet égard.

Les Alliés ont fourni « environ 40 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine chaque année », a déclaré Jens Stoltenberg, ajoutant que, pour faire en sorte que la guerre prenne rapidement fin, les Alliés devraient continuer de fournir à l'Ukraine un soutien « au moins équivalent », « aussi longtemps qu'il le faudra ». « La Russie doit comprendre qu'elle ne peut pas nous avoir à l'usure. »

Cela confirme que c'est une guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie et qu'ils n'ont pas réussi à mobiliser le reste du monde derrière leurs ambitions. En outre, on sait déjà que l'armée ukrainienne manque cruellement d'armes, de troupes et d'entraînement au vu des niveaux de soutien

actuels, ce qui fait de sa défaite éventuelle une fatalité. La décision de l'OTAN d'étendre sa guerre sans limites confirme son désespoir et que la situation désastreuse que l'alliance impose au peuple ukrainien ne lui donne pas d'autre alternative que davantage de mort et de destruction.

Concernant le déploiement imminent de chasseurs F-16 en Ukraine par plusieurs membres de l'OTAN, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré le 30 mai : « La fourniture d'armes de plus en plus destructrices au régime de Kiev indique que l'Occident n'est pas intéressé à mettre fin au conflit. La livraison de chasseurs américains F-16 ne changera pas la situation sur les lignes de front. Ces avions seront détruits, tout comme d'autres types d'armes fournies par les pays de l'OTAN à l'Ukraine. Il est important de noter que les chasseurs F-16 sont depuis longtemps l'un des principaux vecteurs des missions nucléaires conjointes de l'OTAN. Par conséquent, nous ne pouvons nous empêcher de considérer la fourniture de ces systèmes au régime de Kiev comme une signalisation délibérée de la part de l'OTAN dans le domaine nucléaire. Ils essaient de faire comprendre que les États-Unis et l'OTAN sont prêts à aller jusqu'au bout en Ukraine. »

Pour sa part, le ministre russe de la Défense de l'époque, Sergueï Shoigu, s'adressant au conseil du ministère de la Défense le 21 avril, avait souligné que l'Ukraine avait perdu près d'un demi-million de soldats depuis le début de l'opération militaire spéciale en 2022. Selon lui, le régime de Zelensky n'a pas atteint ses objectifs dans la contre-offensive préparée par les instructeurs de l'OTAN. L'armée russe a ciblé plus intensivement les centres logistiques ukrainiens et les installations de stockage d'armes occidentales, a-t-il dit. « Nous allons augmenter l'intensité des frappes contre les centres logistiques et les bases de stockage d'armes occidentales. »

Le ministre russe avait souligné qu'entre-temps, la majeure partie du programme d'aide de 61 milliards de dollars que les États-Unis ont alloué à l'Ukraine financera l'industrie militaire américaine. L'industrie militaire russe continuera d'augmenter la production d'armes et d'équipements militaires proportionnellement aux menaces posées par les États-Unis et leurs alliés, a-t-il ajouté.

L'armée russe recevra les premières unités de systèmes antiaériens de nouvelle génération, a déclaré Sergueï Shoigu : « Cette année, les troupes recevront les premières unités du système de missiles antiaériens de nouvelle génération S-500 en deux modifications - systèmes de missiles antiaériens à longue portée et systèmes de défense antimissile ; systèmes de missiles antiaériens S-400, S-300V4, Buk-M3, Tor-M2U ; et stations radar de nouvelle génération. »

Il a souligné que l'OTAN a déployé jusqu'à 33 000 militaires, environ 300 chars et plus de 800 autres types de véhicules blindés près des frontières de la Russie. Il a également déclaré que des exercices de l'OTAN impliquant jusqu'à 90 000 militaires se déroulaient à ce moment-là, et que ces exercices imitaient une supposée agression imminente de la part de la Russie. Le ministre de la Défense a poursuivi en disant que l'OTAN essayait de renforcer son activité dans l'Arctique, alors que l'adhésion de la Suède à l'OTAN a accru les tensions. « L'entrée de la Suède dans l'Alliance de l'Atlantique Nord au début du mois de mars a accru les tensions militaires et politiques dans les directions stratégiques de l'Ouest et du Nord-Ouest », avait déclaré l'ex-ministre de la Défense.

La réponse de la Russie

Le 5 juin, le président russe Vladimir Poutine a répété aux médias que la Russie ne se faisait aucune illusion sur ce qui se passait en Ukraine. Si ce sont les troupes ukrainiennes qui appuient sur la gâchette, ce sont les États-Unis et leurs alliés qui leur fournissent des renseignements et des informations sur le ciblage. En réponse, la Russie renforcera ses défenses aériennes et détruira ces missiles, a déclaré le président russe, tout en se réservant le droit de répondre dans la même mesure.

« Si quelqu'un considère possible de fournir de telles armes dans la zone de combats pour frapper notre territoire [...], pourquoi n'aurions-nous pas le droit de fournir nos armes du même type dans des régions du monde où seront frappées les installations sensibles des pays qui agissent ainsi contre la Russie ? », a-t-il demandé. La réponse de la Russie serait « asymétrique », a-t-il précisé, « Nous sommes en train d'y réfléchir plus précisément. » Si les États-Unis et les pays de l'OTAN continuent d'intensifier leurs actions, cela « détruira complètement les relations internationales et sapera la sécurité internationale ».

« En fin de compte, si nous constatons que ces pays s'impliquent dans une guerre contre nous, ce qu'ils font, les rend directement impliqués dans une guerre contre la Fédération de Russie, nous nous réservons le droit d'agir de la même manière », a averti le président russe.

Vladimir Poutine avait déjà prévenu, le 28 mai, lors d'une visite en Ouzbékistan, que des frappes à longue portée sur le territoire russe avec des armes fournies par les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN représentaient une escalade du conflit et entraîneraient de « graves conséquences ».

Il a expliqué que les frappes de précision à longue portée nécessitent des moyens de reconnaissance spatiale – que l'Ukraine ne possède pas, mais que les États-Unis possèdent – et que ce ciblage était déjà effectué par des « spécialistes hautement qualifiés » des pays de l'OTAN, sans la participation de l'Ukraine.

Le vice-président du Conseil de sécurité de la Russie, Dmitri Medvedev, a lancé une mise en garde sur sa chaîne Telegram, notant que la participation des spécialistes de l'OTAN pourrait être considérée comme un *casus belli* : « Tous les équipements militaires et les spécialistes qui s'opposent à la Russie dans le conflit en Ukraine seront détruits à la fois sur le territoire de l'Ukraine et sur le territoire d'autres pays si des frappes sont lancées à partir de là. » Il a ajouté que la Russie se fonde sur le fait que toutes les armes à longue portée fournies à l'Ukraine sont « directement utilisées par des militaires des pays de l'OTAN », ce qui équivaut à une participation à la guerre contre la Russie et à une raison de lancer des opérations de combat.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré dans une entrevue que « ce problème ne concerne pas seulement notre pays ». « Dans la déclaration commune à l'issue de la récente visite du président russe Vladimir Poutine en Chine, il est noté que de telles actions déstabilisatrices des États-Unis représentent une menace directe non seulement pour notre pays, mais aussi pour la Chine. Par conséquent, nous sommes convenus avec nos partenaires chinois d'intensifier notre coopération pour faire face au comportement irresponsable de Washington qui sape la stabilité internationale.

« La mise en oeuvre par les Américains de leurs plans de déploiement de missiles de portée intermédiaire terrestres ne restera pas sans réaction de notre part. En particulier, dans ce cas, il est inévitable que nous renoncions aux autolimitations unilatérales que la Russie a imposées après la sortie des États-Unis du Traité FNI [forces nucléaires à portée intermédiaire]. Nous n'excluons pas des mesures supplémentaires dans le domaine de la dissuasion nucléaire : en effet, les missiles américains avancés pourraient couvrir les postes de commandement et les emplacements de nos forces nucléaires. Les décisions sur ces questions relèvent de la compétence du Président de la Fédération de Russie. »

« Nous espérons qu'un jour ou l'autre, des forces politiques soucieuses des intérêts du peuple apparaîtront en Ukraine, a ajouté le ministre Lavrov. Pour l'instant, il n'y a pas d'autre option que de poursuivre l'opération militaire spéciale jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. »

En ce qui concerne la participation de la Russie à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), un organe chargé de veiller à l'utilisation de ces armes, Sergueï Lavrov a dit qu'« il est indéniable que l'OSCE traverse une crise profonde. Cela résulte du fait que l'Occident a

piétiné tous les principes sur lesquels cette organisation était fondée. L'ukrainisation totale de son ordre du jour réduit pratiquement à néant les activités dans les domaines traditionnels : politico-militaire, économique-environnemental et social. Le seul intérêt pour la Russie de continuer à participer à l'OSCE réside probablement dans la possibilité de faire connaître directement notre position sur les questions d'actualité aux 56 autres participants, y compris les pays occidentaux qui ont gelé le dialogue avec nous dans d'autres formats. De plus, la règle du consensus en vigueur dans l'organisation nous permet de bloquer les propositions des pays inamicaux qui ne conviennent pas à la Russie. »

Des inquiétudes exprimées par d'autres pays

Le 30 mai, le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé ses inquiétudes quant aux perspectives d'une guerre de l'OTAN plus étendue contre la Russie. « À côté de nous, la guerre entre nos voisins de la mer Noire, la Russie et l'Ukraine, en est à sa troisième année, a-t-il dit. Malheureusement, le processus d'Istanbul, pour lequel nous avons travaillé et qui visait à parvenir à des accords de paix équitables, a été saboté et bloqué par des lobbyistes de guerre qui y ont fait obstacle. » Il a également souligné que « personne ne sait quand et comment la guerre prendra fin », ce qui « augmente constamment les coûts financiers pour la région et le monde ».

Le gouvernement du premier ministre hongrois Viktor Orban, pour sa part, exprime depuis un certain temps des inquiétudes quant à l'expansion constante de la guerre de l'OTAN contre la Russie. En avril, il a dit qu'il serait prêt à déclarer la Hongrie neutre si l'OTAN envoyait des troupes en Ukraine et s'engageait ainsi dans une guerre directe avec la Russie. L'Union européenne parle ouvertement de mesures de rétorsion contre la Hongrie pour son opposition à l'escalade de l'agression militaire et financière contre la Russie. Politico.eu a par exemple rapporté que la Hongrie allait recevoir une dose de « punition » de la part des autres dirigeants de l'UE pour son opposition farouche à l'armement de l'Ukraine. La Hongrie a résisté aux pressions exercées de toutes parts pour qu'elle s'aligne sur les autres bailleurs de fonds de l'UE et de l'OTAN en faveur de l'Ukraine.



Les ministres de la Défense de l'OTAN adoptent un plan de soutien à l'Ukraine sans l'approbation de la Hongrie

Les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont tenu une réunion de deux jours au siège de l'OTAN à Bruxelles les 13 et 14 juin. Il s'agissait de leur dernière réunion avant le sommet de l'OTAN qui se tiendra à Washington du 9 au 11 juillet. La réunion était coprésidée par le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Elle s'est tenue en coordination avec le Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine (UDCG), composé de 57 pays et dirigé par les États-Unis.

L'objectif principal de ces réunions était de garantir un soutien militaire à l'Ukraine alors qu'elle est confrontée à une défaite dans la guerre par procuration que les États-Unis et l'OTAN mènent contre la Russie. Depuis l'année dernière, l'Ukraine tente de remédier à une grave pénurie de troupes avec une nouvelle loi de mobilisation entrée en vigueur en mai, après que des responsables militaires aient déclaré en décembre 2023 que 500 000 soldats supplémentaires étaient nécessaires. Depuis l'année dernière, l'Ukraine n'a pas non plus été en mesure de remédier à une pénurie de munitions et cette situation devrait perdurer jusqu'à la fin de l'année, car ses soi-disant alliés n'ont toujours pas la

capacité de produire ce dont ils ont besoin. Scott Ritter, ancien officier de renseignement du corps des Marines américains et commentateur réputé sur le conflit en Ukraine, affirmait le 14 juin que l'Ukraine perdait chaque jour près de 2000 soldats sur le champ de bataille et que l'armée ukrainienne ne disposait pas des armes ou des compétences tactiques nécessaires pour s'imposer sur le champ de bataille.



Le premier jour de la rencontre, le ministre ukrainien de la Défense, Rustem Umerov, a informé le Conseil OTAN-Ukraine de l'évolution du champ de bataille et des « besoins les plus urgents » de l'Ukraine. À l'issue de la réunion, Jens Stoltenberg a admis que « les retards dans notre soutien ont eu de graves conséquences, et nous ne devons pas permettre que cela se reproduise ». La bonne nouvelle, dit-il, est que les Alliés intensifient leur action. « Mais l'Ukraine a besoin d'un soutien prévisible à long terme. »

Le secrétaire général de l'OTAN a ajouté : « Le paradoxe, c'est que plus nous planifions et plus nous nous engageons dans la durée, plus vite l'Ukraine pourra connaître la paix. » Il a ajouté qu'un tel « engagement crédible et à long terme » montrerait à la Russie qu'elle ne peut pas « attendre que le soutien des Alliés s'épuise ». La confiance des États-Unis et de l'OTAN de pouvoir vaincre rapidement la Russie lorsqu'ils ont entamé leur guerre par procuration en Ukraine a disparu.

En marge de la première journée de réunion, les États membres de l'OTAN ont adopté un plan opérationnel de soutien renforcé à l'Ukraine, qui prévoit un rôle plus important pour l'OTAN dans sa guerre par procuration contre la Russie, par le biais de la fourniture d'armements et l'entraînement des soldats ukrainiens. *Ukrainska Pravda* rapporte que « selon le plan approuvé par l'OTAN, l'Alliance sera à l'avenir responsable de la coordination internationale de la fourniture d'armements et de la formation des forces armées ukrainiennes.

« Le plan prévoit notamment la création par l'OTAN d'un analogue du Groupe d'assistance à la sécurité-Ukraine (SAG-U), qui opère sous l'égide du quartier général européen des forces armées américaines dans la ville allemande de Wiesbaden et compte environ 300 soldats. » Selon l'armée américaine, le SAG-U « coordonne l'entraînement et l'équipement des forces armées ukrainiennes et contribue également à améliorer leur connaissance de la situation. »

Un rapport de Politico explique que la raison du plan opérationnel et de la coordination avec le groupe de contact est que l'OTAN reprend le rôle des États-Unis dans la coordination de l'aide militaire à l'Ukraine, pour « mettre le groupe de contact à l'épreuve de Trump » étant donné la possibilité que Donald Trump revienne à la Maison-Blanche après les élections de novembre et qu'il revienne sur les engagements des États-Unis envers l'Ukraine. Un responsable de l'OTAN a confié à Politico : « Les États-Unis maintiendront leur rôle de leadership au sein du groupe de contact, mais l'OTAN jouera un rôle de coordination. »

L'OTAN aime affirmer qu'elle prend ses décisions par consensus, mais elle a été contrainte

d'abandonner ce « principe » pour adopter le plan opérationnel. Celui-ci avait été bloqué par la Hongrie, qui ne voulait pas donner son accord en raison des inquiétudes exprimées par le premier ministre Viktor Orban, qui craignait que le plan ne conduise à une « confrontation directe » avec la Russie. Le premier ministre hongrois a expliqué par la suite que lui et Jens Stoltenberg étaient parvenus à un accord en vertu duquel la Hongrie ne bloquerait pas les décisions de l'OTAN concernant l'Ukraine, mais qu'elle ne participerait pas non plus au soutien à l'Ukraine.

À la fin de la deuxième journée de la réunion, le secrétaire général de l'OTAN a annoncé que, dans le cadre de ce plan, l'OTAN supervisera la formation des forces armées ukrainiennes dans des centres d'entraînement situés dans les pays membres de l'OTAN, la coordination et le déploiement de dons militaires à l'Ukraine, ainsi que le transfert et la réparation d'équipements. L'OTAN « apportera également son soutien au développement à long terme des forces armées ukrainiennes ».

Lors d'une conférence de presse qui a suivi la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, Lloyd Austin a répété la désinformation que la guerre a été déclenchée par la Russie, et non par les États-Unis, qui ont orchestré un changement de régime pour mettre en place un gouvernement réactionnaire et virulemment antirusse en 2014, que les États-Unis/l'OTAN ont maintenant armé jusqu'aux dents. Malgré les preuves de l'expansion vers l'est de l'alliance belliciste qu'est l'OTAN, M. Austin a néanmoins insisté sur le fait que « la guerre de Poutine n'est pas le résultat de l'élargissement de l'OTAN. La guerre de Poutine est une cause de l'élargissement de l'OTAN, et l'OTAN est plus résolue et plus compétente que jamais. »

Le secrétaire à la défense des États-Unis a parlé de « l'engagement durable de l'OTAN en faveur d'une Ukraine libre et souveraine », affirmant que le sommet de Washington permettrait de franchir des étapes vers l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et de réaffirmer le soutien militaire et financier continu des États-Unis à la guerre contre la Russie en Ukraine. Si l'Ukraine devenait membre de l'OTAN, il s'agirait certainement d'une nouvelle escalade inacceptable de la part de l'OTAN.

La participation du Canada

Le Canada était représenté à la réunion du Groupe de contact et à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN par le ministre de la Défense Bill Blair.

Lors de la réunion du Groupe de contact, le ministre Blair a annoncé que le Canada enverrait 2 300 moteurs de fusée CRV7 à l'Ukraine. Il a également annoncé que le Canada fournira plus de 130 000 munitions d'armes légères excédentaires ainsi que 29 systèmes d'armes à distance Nanuk, installés sur des véhicules blindés, également excédentaires et provenant de l'inventaire des Forces armées canadiennes. En outre, il a annoncé que les quatre premiers des 50 véhicules blindés construits par General Dynamics Land Systems-Canada à London (Ontario) seront également envoyés en Ukraine.

Après la réunion du Groupe de contact, le ministre Blair a signé une lettre d'intention de la coalition capacitaire des blindés, un groupe au sein du Groupe de contact qui se concentre sur l'acquisition de véhicules blindés pour l'Ukraine. Le Canada est également membre de la coalition capacitaire en matière de drones et de la coalition capacitaire de la force aérienne du Groupe de contact. Lors d'une réunion séparée avec les membres



de la coalition sur les drones, M. Blair a annoncé que 900 drones fabriqués au Canada seraient livrés à l'Ukraine en juin et que d'autres arriveraient dans les mois suivants. Il a également informé le Groupe de contact que le Canada avait récemment investi 3 millions de dollars pour soutenir la production de drones en Ukraine.

Lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, M. Blair a annoncé que le Canada était « ferme » dans son engagement envers l'OTAN et qu'il déployait le *NCSM Charlottetown* depuis Halifax pour assumer « la direction du 2e Groupe maritime permanent de l'OTAN dans la Méditerranée ». Ce cuirassé participera aux exercices de l'OTAN au cours des six prochains mois.



La Conférence sur le redressement met l'accent sur la reconstruction de l'Ukraine en tant qu'opportunité d'investissement

La Conférence sur le redressement de l'Ukraine 2024 (URC2024) s'est tenue à Berlin, en Allemagne, les 11 et 12 juin, en présence du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il s'agit de la deuxième conférence de ce type, la première ayant eu lieu à Londres, en Angleterre, en juin 2023. L'événement se proclame « dédié au redressement rapide et à la reconstruction à long terme de l'Ukraine » avec pour objectif principal de « mobiliser un soutien international continu pour le redressement, la reconstruction, la réforme et la modernisation de l'Ukraine ». Il s'agit notamment « de fournir une aide d'urgence pour répondre aux besoins immédiats, de mettre en oeuvre des projets de redressement rapide et de créer des conditions attrayantes pour les entreprises afin de débloquer les investissements du secteur privé en Ukraine, et pour la société civile afin qu'elle s'engage activement dans le processus de reconstruction ».

La Conférence sur le redressement n'a pas abordé la nécessité de négociations de paix comme base de tout projet de reconstruction, mais elle est présentée comme faisant « partie intégrante des efforts diplomatiques internationaux tels que le prochain sommet du G7 en Italie, ainsi que le sommet sur la paix pour l'Ukraine organisé par la Suisse ».

Comme ce fut le cas en 2023, la conférence de cette année était structurée sur l'avancement des intérêts commerciaux privés comme base de la reconstruction de l'Ukraine, plutôt que sur l'avancement des intérêts du peuple ukrainien et de ce qui est nécessaire pour assurer son bien-être. La conférence portait sur quatre « dimensions thématiques » :

- la dimension commerciale : mobilisation du secteur privé pour la reconstruction et la croissance économique;
- la dimension humaine : redressement social et capital humain pour l'avenir de l'Ukraine;
- la dimension locale et régionale : redressement des municipalités et des régions;
- la dimension de l'Union européenne : adhésion à l'UE et réformes connexes.

Un communiqué publié à l'issue de la conférence indique qu'elle « a offert aux représentants des entreprises un forum leur permettant de saisir de nouvelles opportunités, d'annoncer de nouvelles collaborations et de renforcer les partenariats existants ». Avec le soutien de ses partenaires internationaux, le forum a présenté « un ensemble complet de mesures et d'incitations, existantes et nouvelles, destinées à faciliter et à réduire les risques liés aux investissements et au commerce dans

les circonstances actuelles. Ces mesures comprennent des garanties des pays du G7 et de l'UE, des outils d'assurance politique et de couverture des risques, des projets de réassurance commerciale, des programmes de soutien à l'investissement parrainés par l'État, des processus rationalisés pour les projets de construction et d'infrastructure, des financements de logements à long terme, des incitations fiscales et l'accès à des financements de projets abordables ». La conférence a fait la promotion de « projets phares d'entreprises internationales [qui] ont présenté leurs réussites commerciales en Ukraine dans des secteurs clés tels que la défense, l'industrie manufacturière et l'énergie ».

L'approche néolibérale de la reconstruction, centrée sur le capital, est soulignée par la déclaration suivante : « Pour la première fois, l'URC2024 a également placé la dimension humaine au centre de la discussion. » On affirme que « l'URC2024 a promu des solutions pour la mobilisation du capital humain pour la reconstruction, ainsi que pour les questions de cohésion sociale et d'inclusion ». Les participants « ont discuté de sujets tels que l'éducation, les soins de santé et la fourniture de services sociaux et d'infrastructures, ainsi que de l'avancement de la lutte contre les mines, du rôle du secteur culturel et de l'intégration des anciens combattants, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des rapatriés ». Ce qui n'est pas dit, c'est que la priorité donnée aux intérêts des entreprises privées n'est pas compatible avec une bonne fourniture de services d'éducation, de soins de santé, de services sociaux et d'infrastructures, comme l'a montré l'offensive néolibérale antisociale dans le monde entier.

En ce qui concerne la « dimension locale et régionale », la déclaration indique que « l'URC2024 a également engagé pour la première fois environ 200 acteurs locaux et régionaux, reconnaissant ainsi leur rôle crucial dans la reconstruction ». « Les participants ont discuté de la manière dont une distribution accrue et saine des ressources financières, le renforcement des capacités et les partenariats peuvent stimuler la reprise. Les participants ont présenté leurs besoins, leurs propositions de projets de reconstruction et leurs meilleures pratiques pour créer des communautés résilientes et vivables en promouvant le développement urbain durable, le logement, l'efficacité énergétique et thermique, des solutions d'hivernage rapides et intelligentes, et en renforçant l'autonomie locale pour l'intégration dans l'UE et l'activité économique. »

En ce qui concerne la « dimension européenne », elle vise à maintenir l'Ukraine en conformité avec les valeurs européennes et les exigences de l'UE pour parvenir à l'adhésion sur la base « de réformes, de la croissance économique, de la sécurité des investissements et du redressement durable d'une économie compétitive ». Elle soutient également des institutions politiques stables et garantit les droits humains et l'État de droit, ainsi que des institutions de service public qui fonctionnent. L'intégration de l'Ukraine dans l'UE, affirment les organisateurs de la conférence, « contribuerait de manière significative à la stabilité régionale et à la paix, à la justice, à la liberté et à la sécurité dans toute l'Europe ». Les progrès réalisés par l'Ukraine sur la voie de l'intégration à l'UE « illustrent le pouvoir de transformation des valeurs et des normes de l'UE et renforcent le rôle de l'UE dans la promotion de la stabilité, de la prospérité et de la gouvernance démocratique dans la région ».

Toutes ces discussions sur la reconstruction se font sans mentionner l'éléphant dans la pièce : la dette massive de l'Ukraine et sa prise de contrôle total par des intérêts privés étroits. Le 18 juin, les médias ont rapporté que l'Ukraine « a subi un revers dans ses efforts pour achever les grandes lignes d'une restructuration de la dette avant l'expiration, fin août, d'un gel des paiements de deux ans convenu par les détenteurs privés de près de 20 milliards de dollars d'obligations internationales en circulation ». Cette situation fait craindre, selon Reuters, que le pays ne se retrouve en situation de défaut de paiement. « Les obligations internationales émises avant février 2014, y compris une euro-obligation de 3 milliards de dollars émise en vertu du droit anglais et due à la Russie, font l'objet d'une procédure judiciaire », précise Reuters. Rien qu'au cours des deux dernières années, des obligations ont été émises :

2023

Mars - Le Groupe des créanciers de l'Ukraine (GCU), composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Japon, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, fournit des garanties de financement à l'appui d'un prêt attendu du Fonds monétaire international. Cela inclut la prolongation jusqu'en 2027 d'un moratoire sur les paiements précédemment convenu.

Mars - Le conseil d'administration du FMI approuve un programme de prêt de 15,6 milliards de dollars sur quatre ans pour l'Ukraine afin de soutenir l'économie du pays.

Novembre - Dans son budget 2024, l'Ukraine détaille un déficit prévu de 44 milliards de dollars.

2024

Mars - Reuters rapporte que les détenteurs d'obligations ukrainiennes à l'étranger sont en pourparlers pour former un comité de créanciers avant les négociations sur le réaménagement de la dette. La formation du groupe est officialisée en avril.

Avril - Le Congrès américain adopte, après des mois de retard, un vaste programme d'aide à l'étranger, ouvrant la voie à un financement de 61 milliards de dollars pour l'Ukraine.

Mai - L'Ukraine s'efforce de parvenir à un accord sur une restructuration avec ses créanciers privés avant l'expiration d'un gel des paiements.

Juin - Le Groupe des Sept accepte d'accorder à l'Ukraine un prêt de 50 milliards de dollars en utilisant les intérêts perçus sur les avoirs russes gelés.

Juin - L'Ukraine déclare qu'elle n'est pas parvenue à un accord lors des discussions officielles avec un groupe de détenteurs d'obligations sur la restructuration de sa dette commerciale, ce qui rapproche le pays d'un défaut de paiement. Le ministre des Finances, Serhiy Marchenko, déclare que les pourparlers se poursuivent et qu'il s'attend à ce que le gouvernement parvienne à un accord d'ici le 1er août.

Tout cela rend absurde le discours sur la souveraineté de l'Ukraine, puisque le pays a été pris en charge par des intérêts privés étroits. Ce qui n'appartient pas aux banques et aux détenteurs d'obligations appartient à d'autres oligopoles tels que ceux qui se sont emparés de la production agricole de l'Ukraine. En octobre 2023, Open Democracy a révélé que dix entreprises privées contrôlaient 71 % du marché agricole ukrainien, dont, « outre l'oligarchie ukrainienne, des multinationales telles que Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill, Louis Dreyfus et la société d'État chinoise COFCO ». Il ne s'agit là que d'une petite partie de l'histoire de la prise de contrôle néolibérale de l'Ukraine.



Préparatifs de guerre des États-Unis/OTAN

Le plus grand exercice naval des États-Unis et de l'OTAN en mer Baltique

Le plus grand exercice naval en mer Baltique jamais lancé par l'alliance États-Unis/OTAN se déroule du 7 au 20 juin. Sous le nom de code BALTOPS 24, il réunit plus de 50 navires, plus de 85

aéronefs et environ 9 000 personnes. Les pays participants sont l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède et la Turquie. L'exercice est dirigé par les forces navales américaines Europe-Afrique et la sixième flotte américaine (NAVEUR-NAVAF/SIXTHFLT). Il sera commandé et contrôlé par les forces navales de frappe et de soutien de l'OTAN, dont le siège se trouve à Oeiras, au Portugal.

En outre, cette année, des ressources navales affectées au Commandement indopacifique des États-Unis seront présentes. C'est la première fois dans l'histoire récente qu'une ressource liée au théâtre du Pacifique participe à la zone d'opérations de la US Navy Europe. Les jeux de guerre comprennent des exercices de débarquement amphibie, des opérations « multi-domaines » (ce qui signifie un soutien aérien de la part du Commandement aérien allié de l'OTAN), des exercices de lutte anti-sous-marine et des opérations d'interdiction (interception).



Les «corridors terrestres» de l'OTAN

Le journal *Kyiv Independent* informe que l'OTAN est en train de créer une série de « corridors terrestres » qui, selon lui, « serviraient à envoyer des troupes américaines à travers l'Europe pour affronter les forces russes dans l'éventualité d'un conflit majeur avec Moscou ». Selon le journal britannique *The Telegraph*, « les troupes et les blindés américains débarqueraient dans l'un des cinq ports des Pays-Bas, de Grèce, d'Italie, de Turquie ou de Norvège, d'où ils emprunteraient des corridors terrestres vers les pays de l'OTAN limitrophes de l'Ukraine.

Ces corridors terrestres seraient exempts de restrictions bureaucratiques locales qui, par le passé, ont entravé le mouvement des troupes et des blindés, les laissant bloqués aux frontières. Les plans précédents de l'OTAN ne prévoyaient le débarquement des troupes américaines qu'à Rotterdam, aux Pays-Bas, mais l'expérience de l'Ukraine en matière d'attaques de missiles à longue portée depuis le lancement de l'invasion à grande échelle a incité à repenser la situation. L'augmentation du nombre de ports et l'existence de plusieurs corridors terrestres signifieraient que si l'un d'entre eux était touché, les autres resteraient utilisables.



Du 27 au 1er août

Les jeux de guerre «Rim of the Pacific 2024»

Les exercices de guerre RIMPAC (Rim of the Pacific), dirigés par les États-Unis, se dérouleront dans et autour des îles Hawaï du 27 juin au 1er août. Il s'agit de la 29^e édition biennale de RIMPAC, à laquelle participeront 29 pays et plus de 25 000 personnes. La marine américaine affirme que c'est le plus grand exercice militaire maritime international au monde. Les forces armées participantes viennent d'Allemagne, d'Australie, de Belgique, du Brésil, de Brunei, du Canada, du Chili, de Colombie, de Corée du Sud, du Danemark, d'Équateur, des États-Unis, de France, d'Inde, d'Indonésie, d'Israël, d'Italie, du Japon, de Malaisie, du Mexique, de Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Royaume-Uni, de Singapour, du Sri Lanka, de Thaïlande et de Tonga.

Les navires impliqués comprendront trois sous-marins, 14 unités terrestres et plus de 150 aéronefs. Parmi ces derniers figurent des chasseurs F-35 Lightning II (tristement célèbres pour avoir été

déployés par Israël pour bombarder Gaza), des avions de reconnaissance P-8 Poseidon et des tiltrotors V-22 Osprey, qui opéreront à partir de la base conjointe de Pearl Harbor-Hickam et de la base du corps des marines d'Hawaï, sur l'île d'Oahu.

Les exercices prévus pour RIMPAC 2024 comprennent le naufrage d'un navire, « la guerre multi-domaine dans une série de scénarios allant de la lutte anti-sous-marine à la guerre de surface à plusieurs navires, en passant par les débarquements amphibies multinationaux et la défense multiaxiale du groupe d'attaque du porte-avions contre des forces vivantes », indique un communiqué de presse de la marine américaine.



Le 2 juin, le ministère de la Défense nationale du Canada a annoncé que « le navire canadien de Sa Majesté (NCSM) Vancouver quittera Esquimalt et mettra le cap sur Hawaï pour prendre part à l'exercice Rim of the Pacific (RIMPAC) 2024, après quoi il se rendra dans la région indopacifique en vue de l'opération (Op) HORIZON. Le NCSM Max Bernays, le NM Asterix et un contingent à terre formé d'environ 300 membres des Forces armées canadiennes (FAC) se joindront au NCSM Vancouver durant le RIMPAC 24. »

Le RIMPAC est vivement contesté par les peuples du monde entier, qui organisent diverses actions pour demander sa suppression.

Le 1er juin, le Malu 'Aina Center for Non-Violent Education and Action (Centre Malu 'Aina pour l'éducation et l'action non violentes), à Hawaï, a lancé un appel à l'action : « RIMPAC comprend généralement le naufrage de navires (et des dommages à la vie marine) par des bombardements et des tirs d'artillerie dans les eaux hawaïennes, des débarquements militaires d'assaut sur les plages, des bombardements, des tirs d'artillerie et des entraînements de troupes dans la zone d'entraînement de Pohakuloa sur l'île d'Hawaï et peut-être dans d'autres zones, ainsi que le trafic d'êtres humains avec des troupes militaires pénétrant dans des zones touristiques. L'annulation des jeux de guerre RIMPAC, maintenant et pour toujours, sera une victoire de la paix pour tous !

« Si RIMPAC a lieu, de vastes manifestations sont prévues. Actuellement, des manifestations sont prévues le samedi 22 juin de 10 heures à midi à Hilo sur l'avenue Kamehameha près du kiosque à musique Mo'oheau, le samedi 6 juillet de 10 heures à midi à la porte principale de Pohakuloa, le samedi 20 juillet de 10 heures à midi en face de la statue de Kamehameha sur le front de mer d'Hilo. N'hésitez pas à faire passer le message ! Mahalo. »

Outre les dangers que représentent ces exercices de guerre pour l'environnement naturel et social, la participation d'Israël est également un sujet de préoccupation.

Le réseau de solidarité avec la Palestine Aotearoa (PSNA) soutient que la participation de la Nouvelle-Zélande témoigne de sa complicité avec les crimes de guerre et que son retrait serait un symbole de solidarité et montrerait que la Nouvelle-Zélande prend au sérieux la prévention des génocides, a rapporté *Te Ao Maori News* le 13 juin. « Nous demandons à notre gouvernement de se retirer de l'exercice en raison du massacre à grande échelle des Palestiniens de Gaza par Israël », a déclaré le président national de la PSNA, John Minto. « Pourquoi voudrions-nous nous joindre à un État voyou et sans foi ni loi qui a fait preuve de toute la panoplie des crimes de guerre au cours des huit derniers mois ? »

Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) Malaisie a publié une pétition appelant le

gouvernement malaisien à « se retirer immédiatement de l'exercice militaire RIMPAC 2024 pour protester contre la participation de l'armée israélienne à cet exercice ».



Exercices de franchissement de rivière à grande échelle entre les États-Unis et la Corée du sud

Les troupes américaines et sud-coréennes ont effectué des exercices de franchissement de rivière à grande échelle du 3 au 7 juin afin de renforcer leurs capacités opérationnelles. Les exercices ont débuté sur la rivière Nam dans la ville de Yeosu, au sud-est de Séoul, non loin de la frontière avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), a rapporté l'agence de presse Yonhap, citant les forces armées sud-coréennes.

L'exercice comprenait 590 soldats, 243 véhicules et aéronefs, dont des chars K1A2, des véhicules blindés K808 et des hélicoptères H-47D. Au cours de l'exercice, les troupes américaines et sud-coréennes ont déclaré avoir construit un pont de 918 pieds en trois heures, ce qui a permis aux véhicules de traverser la rivière et d'atteindre la destination de l'exercice.

En outre, la Corée du sud a organisé d'importants exercices de trois jours en mai pour s'entraîner à défendre ses îles de Baengnyeongdo, Yeonpyeong et Daecheongdo dans la mer Jaune, près de sa frontière avec la RPDC. Ces exercices comprenaient des tirs simultanés et des opérations de débarquement.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca